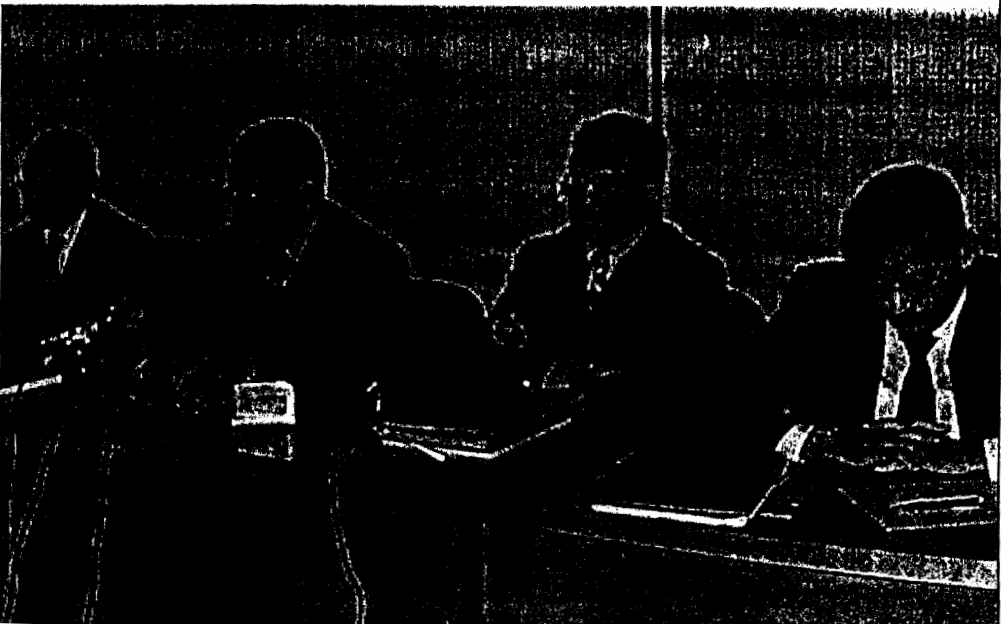


# MAURITANIE - PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

## Voir Bruxelles et...pâtir

*Les 24 points présentés comme des engagements pris par la Mauritanie à la suite des consultations, selon l'article 96 de l'Accord de Cotonou, entre notre pays et l'Union Européenne à Bruxelles, le 30 novembre dernier, ont été présentés à l'opinion par certains courants politiques comme étant des « diktats » de notre partenaire européen. Offusqué et gêné, le pouvoir décide de mener une contre-offensive. L'équipe diplomatico-économique qui avait pris part aux consultations s'est prêtée aux questions de la presse jeudi dernier. Deux jours plus tard, c'était au tour du Premier ministre de recevoir les leaders des partis politiques et les représentants de la société civile. Qu'est-ce qui fait tant jaser le gouvernement de transition ?*



# Voir Bruxelles et...pâtir

*Les 24 points présentés comme des engagements pris par la Mauritanie à la suite des consultations, selon l'article 96 de l'Accord de Cotonou, entre notre pays et l'Union Européenne à Bruxelles, le 30 novembre dernier, ont été présentés à l'opinion par certains courants politiques comme étant des « diktats » de notre partenaire européen. Offusqué et gêné, le pouvoir décide de mener une contre-offensive. L'équipe diplomatico-économique qui avait pris part aux consultations s'est prêtée aux questions de la presse jeudi dernier. Deux jours plus tard, c'était au tour du Premier ministre de recevoir les leaders des partis politiques et les représentants de la société civile. Qu'est-ce qui fait tant jaser le gouvernement de transition ?*

En octobre dernier, le Premier ministre annonçait au public que le pays connaissait un déficit budgétaire énorme évalué à plusieurs milliards d'ouguiya et que les caisses de l'Etat étaient vides. Il révélait dans la foulée que nos relations sont plus qu'exécrables avec les institutions monétaires internationales, car de longues années durant, nous ne faisons que communiquer de fausses données économiques à nos partenaires. En d'autres termes, nous avions toujours vécu dans une économie virtuelle dont les données sur papier n'avaient rien à voir avec la réalité. Le PM semblait alors compter sur l'effacement de l'ardoise de la Mauritanie dans le cadre de l'initiative PPTTE dans laquelle nous étions éligibles. Des missions du FMI, de la Banque mondiale et de la BAD ont fait la navette à Nouakchott pour examiner le dossier avec les autorités. Au finish, il a été décidé d'ajourner l'éligibilité de la Mauritanie et de la mettre sous observation pendant le premier semestre de 2006. « Le manque à gagner est estimé à quelques 25 millions de dollars » temporisera le ministre des Affaires économiques.

Depuis leur prise de pouvoir, le CMJD et son gouvernement de transition semblent être confrontés à des problèmes financiers. Les diverses navettes du Colonel Ely, notamment en Arabie Saoudite et actuellement en Libye s'apparentent à une battue de demandes pour renflouer les caisses de l'Etat. C'est de bonne guerre, d'au-

tant que des informations indiscrettes font état de la probabilité que la Mauritanie se trouve dans une situation de cessation de paiement dans six mois si de nouvelles ressources ne sont pas dégagées, particulièrement de la ressource pétrolière. Et la récente sortie de l'équipe économique du gouvernement ne visait qu'à rassurer les bailleurs de fonds de la Mauritanie et à tirer de manière indirecte la sonnette d'alarme sur les voyants rouges de l'économie. Les mauritaniens qui s'attendent à une augmentation de salaire entre 70 et 100% risquent d'être déçus. D'ailleurs la réponse du ministre des Finances à une question relative à cette attente a été un peu évasive !

Et comme un malheur ne vient jamais seul, les Etats-Unis, autre partenaire économique de taille, ont décidé de suspendre l'éligibilité de notre pays à l'initiative de l'AGOA qui accorde certaines facilités commerciales aux produits des pays pauvres à l'exportation vers les USA. En lieu et place de la Mauritanie, c'est le Burundi qui a été choisi. Là, les observateurs ont été unanimes à constater l'anachronisme de la situation : au moment où des pas importants sont effectués dans le rétablissement de la liberté et de la démocratie en Mauritanie, au moment où ce pays compte parmi les Nations où la liberté d'expression est des plus fortes, l'Occident lui préfère des pays où les droits les plus élémentaires sont bafoués.

## Unanimité

Depuis le putsch du 03 août 2005, une belle unanimité s'était pourtant faite autour du pouvoir militaire, de son gouvernement de transition et de leur programme. Tout le monde était d'accord que le changement salutaire intervenu devait être épaulé et soutenu dans la perspective de voir les choses évoluer dans tous les sens. Les journées nationales de concertation qui ont vu la participation record de tous les acteurs de la scène nationale ont permis de dégager une véritable feuille de route interne pour le programme de la transition. La période de grâce semblait partie pour durer longtemps, malgré les réticences fortes de deux blocs : les pro-Taya qui réclamaient son retour et certains milieux d'opposition à l'étranger qui considéraient le refus du CMJD et de son pouvoir de se pencher sérieusement sur la question des réfugiés comme un signe de mauvaisme volontaire.

Al'étranger, le nouveau pouvoir se devait de vaincre les réticences et les blocages de certains partenaires de taille pour pouvoir exécuter son programme dans la sérénité. L'Union africaine, après quelques atermoiements, a fini par cautionner le putsch. Les Etats-Unis qu'elle traînait dans son sillage ont timidement suivis,

tout en gardant de sérieuses réserves. L'Union européenne qui a condamné par principe le putsch a néanmoins accepté le fait accompli et préconisé l'ouverture de consultations avec la Mauritanie pour voir dans quelles conditions elles pourraient poursuivre sa coopération avec notre pays. D'où les rencontres de Bruxelles qui ont abouti aux fameux 24 points, objets de toute la dernière polémique dans la presse.

## Convenu

Le pouvoir s'est vu obligé de s'expliquer sur la genèse de ses 24 engagements qui, selon lui, ne sont que la somme des points convenus et arrêtés lors des journées nationales de concertation de fin octobre dernier. La confusion semée dans les esprits tourne essentiellement autour du point relatif au respect des droits de l'homme et la résolution du problème des réfugiés. Point qui a été largement divulgué à des fins propagandistes par une certaine classe chauvine dont les agitateurs se sentent quelque part, responsables de ce passif et ne veulent, en aucun moment, voir leurs victimes d'hier rentrer au pays et demander éventuellement réparations avec ce que cela impliquera. Conune d'habitude, ils font recours à un amalgame malsain en sentant le doute sur l'existence même des déportés et sur leur nationalité. Non content de la timide et très limitée prise en charge du pouvoir de la question sur le terrain, ils l'accusent de trahison. En fait, trahison à l'égard de qui ? Devons-nous demeurer un pays qui gère ses contradictions seulement selon les désirs d'une et une seule communauté au détriment des droits de toutes les autres ? C'est à cette question que le pouvoir de transition — qui perd visiblement son sang froid chaque fois que ces questions sont évoquées — doit répondre. Jusqu'à ses réponses aux questions posées sont les mêmes : les frontières sont ouvertes et tous ceux qui veulent rentrer sont les bienvenus et ils seront restitués dans leurs droits.

Pour la majorité des observateurs, le pouvoir doit tenir un langage clair, loin de la démagogie et de la fuite en avant. Un pays se doit d'être juste ou il ne sera pas. Du moins pas pour longtemps ! Arguer de l'implication de plusieurs parties étrangères dans l'organisation du retour ne peut être qu'un fallacieux prétexte. Comment un pays qui supplie la communauté internationale au vu d'un seul criquet, l'amène pour demander des fonds pour l'organisation d'élections, ne peut pas faire de même pour être aidé dans les limites de sa souveraineté à résoudre une question humanitaire qui mine son unité et son existence, soutiennent en substance les analystes ?